













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX






**Téléconduite des écluses grand gabarit de la
Direction Territoriale du Nord-Est
Lot 1 : Installations & Câblages d'équipements aux
ouvrages et PCC**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Téléconduite des écluses grand gabarit de la direction territoriale Nord-Est
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Défini par lot
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	A Bons de commande
	Fréquence d'attribution des MS	A survenance du besoin
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités	100 0000 €
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Description des marchés subséquents.....	6
1.6 – Variantes	7
1.7 Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés	7
Intervenants étrangers	7
2 - Pièces contractuelles.....	8
2.1 Ordre de priorité des pièces contractuelles de l'accord-cadre	Erreur ! Signet non défini.
3 - Intervenants	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Représentant du maître d'ouvrage.....	8
3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	8
3.4 - Maîtrise d'œuvre	9
3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	9
3.6 - Contrôle technique.....	9
3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
3.8 Désignation d'un Chef de projet	9
3.9 - Cotraitance.....	9
3.10 - Sous-traitance	10
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	11
5 - Protection des données à caractère personnel.....	11
6 - Durée et délais d'exécution	11
6.1 - Durée du contrat	11
6.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	12
7 - Prix.....	12
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
7.2 - Modalités de variation des prix	12
8 - Garanties Financières	13
9 - Avance	13
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	14
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	14
10 - Modalités de règlement des comptes.....	14
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	14
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	14
10.3 - Délai global de paiement	15
10.4 - Paiement des cotraitants	15
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
11.1 - Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	16
11.2 - Caractéristiques des matériaux et produits	16
11.3 - Implantation des ouvrages	16
11.3.1 - Piquetage général.....	16
11.3.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	17
11.4 - Préparation et coordination des travaux	17
11.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	17
11.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	18

11.4.3 - Plan d'assurance qualité	18
11.4.4 - Registre de chantier	18
11.5 - Etudes d'exécution	18
11.6 - Installation et organisation du chantier	19
11.6.1 - Installation de chantier.....	19
11.6.2 - Signalisation de chantier.....	19
11.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	19
11.7.1 - Gestion des déchets de chantier	19
11.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	19
11.7.3 - Documents à fournir après exécution	19
12 - Développement durable.....	19
13 - Clause sociale d'insertion obligatoire.....	20
13.1 - L'engagement d'insertion.....	20
13.2 - Les publics visés.....	20
13.3 - Les modalités de mise en œuvre.....	21
13.4 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises	21
13.5 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion	22
14 - Réception.....	22
14.1 - Réception des travaux.....	22
14.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	22
14.1.2 - Epreuves concluantes	22
15 - Garantie des prestations	22
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	23
17 - Pénalités.....	23
17.1 - Pénalités de retard.....	23
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	23
17.3 - Autres pénalités spécifiques	23
18 - Assurances	25
19 - Clause de réexamen	25
20 - Résiliation du contrat.....	26
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	26
20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	26
20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
21 - Règlement des litiges et langues.....	27
22 - Dérogations.....	27

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Téléconduite des écluses grand gabarit de la direction territoriale Nord-Est

Ce marché a pour objet la mise en œuvre d'un axe de la modernisation de VNF, en particulier la téléconduite de la Moselle Canalisée et l'installation des différents PCC (Poste de Commande Centralisée).

Lieu(x) d'exécution :

- Moselle Canalisée
- PCC Thionville et Toul
- Ecluse de Givet

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Installations & Câblages d'équipements aux ouvrages et PCC
02	Clôtures des ouvrages
03	Fournitures et Pose d'Équipements Radio

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Le présent cadre CCAP concerne uniquement le lot n°01 : Installations & Câblages d'équipements aux ouvrages et PCC.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre « mixte » exécuté en partie par l'émission de bons de commande et en partie à la conclusion de marchés subséquents en application des articles L.2125-1-1 et R.2162-3 du code de la commande publique.

Toutes les prestations prévues au sein du BPU seront commandées par bons de commande et les prestations issues des marchés subséquents seront également à prix unitaires selon l'offre proposée.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande et des marchés subséquents émis.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

La règle pour la notification des bons de commande et décisions du pouvoir adjudicateur est celle de l'article 3.1 du CCAG travaux 2021.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais d'exécution du bon de commande (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- Quantités et prix visés du bon de commande
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

- la date et le numéro du marché ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois. Ces bons de commande pourront faire l'objet de bons de commande rectificatifs.

1.5 - Description des marchés subséquents

1.5.1 Formes des marchés subséquents

Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande, suivant le DCE transmis au titulaire. Il s'agira donc d'accord-cadre à bons de commande mono attributaire.

Le périmètre des marchés subséquents est le suivant :

- PCC provisoire de Toul
- PCC définitif de Thionville
- PCC définitif de Toul

1.5.2 Règles de consultation communes des marchés subséquents

Pour la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Un DCE complet sera transmis au titulaire, avec notamment les éléments suivants :

- Règlement de consultation du marché subséquent
- Acte d'engagement (AE)
- Bordereau des prix unitaires (BPU) et Détail quantitatif estimatif (DQE)
- Cadre de décomposition des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires
- Cadre de mémoire technique
- Planning prévisionnel
- CCTP
- Les plans du bâtiment futur
- L'étude d'ergonomie de la salle de téléconduite
- La liste des équipements fournie par la DSIN

En cas d'absence d'offre à un marché subséquent, le titulaire en cours une pénalité fixée à l'article 17.3 du présent CCAP.

1.5.3 Encadrement des prix des marchés subséquents

Tous les prix unitaires du BPU du lot 1 de l'accord-cadre constituent des prix plafonds dans le cadre de la remise des offres des marchés subséquents. Le titulaire pourra ainsi sur ces prix fixer dans les marchés subséquents des prix unitaires inférieurs ou égaux à ceux fixés dans le BPU de l'accord-cadre.

Les marches subséquents pourront prévoir des prix nouveaux si des prestations ou des fournitures ne sont pas prévues par rapport au BPU de l'accord cadre.

Pour l'établissement des prix forfaitaires nouveaux des marches subséquents, le titulaire doit respecter le coût de main d'oeuvre, le taux des frais généraux et sa marge pour risque/bénéfice définis dans la décomposition analytique des prix du BPU de l'accord-cadre. Autrement dit, ces trois composantes susvisées constituent des coûts plafond dans la formation des prix forfaitaires des marches subséquents.

1.6 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

1.7 Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10.2 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

- Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
 - Une copie du document désignant le représentant susmentionné.
- Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

C/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 17.3 du présent CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 3 lots et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition analytique des prix du lot 1
- Matrice RACI
- Plan de contrôle
- Les bons de commande émis dans le cadre de l'exécution du marché
- Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs

La notification de l'accord cadre-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement.

La notification de l'accord-cadre se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Représentant du maître d'ouvrage

Le représentant du maître d'ouvrage est M. Olivier Vermorel, Directeur DIMOA.

3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage sera précisé ultérieurement.

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont les suivantes :

VNF sera assisté par un AMO pour l'application des articles R.4512-6 à 12 du code du travail, portant sur la rédaction et la mise en œuvre du plan de prévention.

3.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INGEROP
18 rue des deux gares
92500 Rueil Malmaison

3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.6 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

En application de l'article 4.5.4 et 24.5 du CCTP, le contrôle technique (contrôle extérieur) portera sur la conformité des installations électriques, selon notamment la norme NF C 15-100.

3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.8 Désignation d'un Chef de projet

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale. Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations. L'équipe dédiée comprendra un chef de projet, ainsi que les techniciens susceptibles d'intervenir sur les armoires.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Les conditions de remplacement du chef de projet sont détaillées au point 11.1 du présent CCAP.

3.9 - Cotraitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage

3.10 - Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

Un formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées

En application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, il est précisé que les tâches essentielles suivantes sont effectuées exclusivement par le titulaire :

Aux Ouvrages :

- IHM local, contrôle commande : a minima les lignes 5.1.4 et suivant ; 5.2.7; 6.2.3 du BPU du lot 1 ;
- Études d'exécution sur les adaptations nécessaires : automatisme, électricité parafoudre, SIL : a minima les lignes 1.3 et suivant ; 1.4 et suivant ; 1.6 et suivant du BPU du lot 1 ;
- Étude, fourniture et pose de capteurs pour SIL et redondance de position (hors câblage en armoire) : a minima les lignes 6.2.1 et suivant ; 6.2.4; 6.2.5 du BPU du lot 1;
- DOE et mise à jour des schémas électriques : 1.10 du BPU du lot 1;

Aux PCC :

- Pose, raccordement et mise en service de l'ensemble du matériel fourni par la DSIN : serveurs / baies / écrans/pc : a minima les lignes 5.2.4; 6.2.2 du BPU du lot 1 ;

- Fourniture et pose des câbles : a minima les lignes 9.2 et suivant, 10 et suivant du BPU du lot 1.

Aucune sous-traitance ne sera donc possible sur les prestations citées ci-dessus.

L'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sera notifié qu'au titulaire par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

Conformément à l'article L2125-1 du Code de la commande publique, L'accord-cadre est conclu pour une durée dérogatoire de 6 ans.

L'exécution de l'accord-cadre débute à compter de la notification du contrat.

6.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	0°C	1 jour(s)
Pluie	20mm/jour	1 jour(s)
Vent	50 km/h	1 jour(s)
Neige	5 cm	1 jour(s)

Le lieu de constatations des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Nancy-Essey.

La durée de la période de préparation est indiquée à l'article 11.4.1 du présent CCAP et au point 5.1 du CCTP.

De manière indicative, les délais attendus d'un bon de commande travaux, sont indiqués au point 5.1 du CCTP.

6.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA, ils tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ainsi que l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces de l'accord-cadre.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15\% + 85\% (BT47 (n-3) / BT47 (o-3))$	- Série 1 à 9
01	$C_n = 15\% + 85\% (TP02 (n-3) / TP02 (o-3))$	- Série 10

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage
- Index (o-3) : valeur de l'index de référence prise 3 mois avant le mois d'établissement des prix (M0)

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Toutefois, si l'index définitif n-3 n'est pas publié à la date de la révision, la révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue à date de la signature du pouvoir adjudicateur sur l'acompte. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
01	TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010

La variation des prix ne s'applique pas aux primes, indemnités, pénalités et retenues.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les modalités de variation des prix des marchés subséquents seront fixés dans le cahier des charges propre à chaque marché subséquent.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant minimum de l'accord-cadre sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée par fractionnement sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Les conditions de garantie financière des marchés subséquents seront déterminées lors de leur établissement.

En application de l'art. R.2191-33 du CCP, le taux de la retenue de garantie est ramené à 3,00% pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, lorsque le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50.000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Les conditions de versement et de remboursement de l'avance des marchés subséquents seront déterminées dans le DCE fournis pour les marchés subséquents.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission de celui-ci par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-Travaux, les prix unitaires pourront être fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100018
- Code service : 41

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de dix jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de dix jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de dix jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG travaux.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le second remplaçant proposé.

11.2 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

11.3 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

11.3.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

11.3.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

11.4 - Préparation et coordination des travaux

11.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'art. 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation sera fixée par un bon de commande spécifique. Il sera indiqué en toute lettres dans ce bon de commande : "bon de commande valant période de préparation".

De manière indicative, voici les délais d'exécution de ce type de bon de commande, tel qu'indiqué au point 5.1 du CCTP :

- Pour l'année 2026 :

- Délai d'exécution des études par ouvrage : 1 mois, incluant :
 - Les études d'exécution (EXE),
 - Diagnostic du site,
 - Piquetage,
 - Déclaration de travaux,
 - Les échanges techniques avec la maîtrise d'œuvre et l'UTI,
- Délai d'exécution des études pour le PCC provisoire de Thionville : 1 mois, incluant :
 - Les études d'exécution (EXE),
 - Diagnostic du site,
 - Piquetage,
 - Déclaration de travaux,
 - Les échanges techniques avec la maîtrise d'œuvre et l'UTI,

Les autres PCC s'exécuteront dans le cadre des marchés subséquents.

- À partir de l'année 2027 :

Travaux aux ouvrages :

Notification du bon de commande "Études" : année N-1 (octobre – novembre)

→ Objectif : permettre la réalisation des études d'exécution en amont.

- Délai d'exécution des études : 3 mois, incluant la période de préparation :
 - Les études d'exécution (EXE),
 - Diagnostic du site,
 - Piquetage,
 - Déclaration de travaux,
 - Les échanges techniques avec la maîtrise d'œuvre et l'UTI,
 - Les délais de validation des documents (1 mois)

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

11.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.4.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan sera soumis au visa du maître d'œuvre.

11.4.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

11.5 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 21 jours après leur réception.

La transmission électronique de ces documents est effectuée dans les conditions suivantes :

Le périmètre des études d'EXE est défini aux articles 4.2 et suivants pour chacun des lots.
Le format et la codification des supports est définis à l'article 24.2 du CCTP.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le maître d'œuvre mentionné au présent CCAP.

11.6 - Installation et organisation du chantier

11.6.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. L'installation de chantier n'est pas comprise dans la période de préparation.

Les conditions de l'installation de chantier devront être conformes aux prescriptions de l'art 31.1 du CCAG Travaux ainsi qu'à l'article 4.10 du CCTP.

11.6.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Les conditions de la signalisation de chantier devront être conformes aux prescriptions de l'art 31.6 du CCAG Travaux ainsi qu'à l'article 4.8 du CCTP.

11.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.7.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.7.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le délai de remise des documents à fournir après exécution, ainsi que leur contenu, est fixé à l'article 24.6 du CCTP. Le délai du visa du maître d'œuvre pour ces documents est défini à l'article 4.2 et suivant du CCTP.

Le format numérique préconisé pour la remise de ces documents est indiqué à l'article 24.6.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité forfaitaire égale à 1 000,00 € et une pénalité journalière de 1 00,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les conditions d'exécution à caractère environnemental font l'objet de prescriptions techniques, en particulier à l'article 5.5 du CCTP, ainsi qu'un critère d'analyse des offres sur ce sujet.

L'entreprise devra donc réaliser ce marché en s'alignant sur l'ensemble des dispositions en la matière, et dans le respect de l'environnement en général.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi qu'à toutes recommandations découlant de la politique de développement durable de VNF, de la politique environnementale de la DT Nord-Est.

En particulier, l'entrepreneur ne devra pas porter atteinte à la qualité de l'eau, ni à la vie de la faune et de la flore aquatique.

Dans le cas d'entreprises groupées, le respect de ces obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Il en est de même pour les sous-traitants.

Tout manquement à ces principes, sujétions et directives ou atteinte à l'environnement, entraînera l'arrêt immédiat du chantier sans que l'entreprise puisse prétendre à une quelconque indemnité, jusqu'à la remise à l'état initial aux frais de l'entrepreneur. Une pénalité spécifique est ainsi prévue au présent CCAP.

Toutes ces modalités et mesures de préservation de l'environnement devront être intégrées au coût global des travaux.

13 - Clause sociale d'insertion obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

13.1 - L'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise attributaire s'engage pour l'exécution de son lot, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser au minimum les heures d'insertion suivantes sur la durée du chantier :

Lot	Intitulé	Nb d'heures d'insertion à réaliser
1	Installation et câblage d'équipements aux ouvrages et PCC	3 500 h

13.2 - Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée en amont, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont en difficulté particulière d'insertion professionnelle et répondent à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes de plus de 50 ans éloignées de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes employées par une régie de quartier
- les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

13.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

3ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

13.4 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

Gwenaëlle INVERNIZZI
 MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY
 Tel : 06 72 26 47 95
 Email : ginvernizzi@mde-nancy.org

Les missions du facilitateur consistent à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion durant la phase d'appel d'offre,

- accompagner l'entreprise attributaire (définition du besoin en recrutement, sélection de la modalité, positionnement de public prioritaire ...), en fonction des spécificités du marché,
- renseigner le titulaire sur les structures inclusives du territoire (structures d'insertion par l'activité économique et structures employant des travailleurs handicapés),
- jouer le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage,
- suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprises, mesures de sorties du dispositif, ...).

13.5 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 17.3 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

14 - Réception

14.1 - Réception des travaux

14.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le MOE n'entraîne pas la réception tacite des prestations.

Par ailleurs, chaque marché subséquent définira ses propres conditions de réception.

14.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

15 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Les prestations de fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Ainsi, le titulaire n'est pas garant des fournitures livrées par la DSIN.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Selon les mêmes dispositions, les pupitres des PCC seront garantis pour un délai de 5 ans (ligne 5.2.1 BPU).

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

17 - Pénalités

17.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000 du montant HT du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant maximum du lot.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans invitation préalable du titulaire à présenter ses observations.

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	500,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€.
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	500,00 €	Forfait par infraction constatée.
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Journalière	200,00 €	par jour jusqu'à la mise en conformité.
Non-production ou production incomplète d'un livrable	Forfaitaire	1 000,00 €	En cas de non transmission d'un document ou livrable indiqué dans les pièces du marché et/ou par la réglementation en vigueur dans les délais (exemples non exhaustifs : Etudes électriques, parafoudre, SIL, plan d'implantation, etc), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € par type de document manquant.
Non-production ou production incomplète d'un livrable	Journalière	100,00 €	En cas de non transmission d'un document ou livrable indiqué dans les pièces du marché et/ou par la réglementation en vigueur dans les délais (exemples non exhaustifs : Etudes électriques, parafoudre, SIL, plan d'implantation, etc), le titulaire encourt une pénalité journalière de 100€ par type de document manquant.
Pénalité pour indisponibilité de l'écluse à la fin du chômage	Journalière	10 000€	Lors de la sortie du chômage, en cas de retard des travaux durant le chômage, rendant l'écluse non manœuvrable en local dont la cause est du fait du titulaire, la pénalité journalière est de 10 000€.
Repiement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	100,00 €	Par jour jusqu'à la mise en conformité, le titulaire devant avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier à la fin du délai fixé.

Non-respect des clauses environnementales	Forfaitaire	500 €	En cas de non-respect des clauses environnementales, dont la cause est du fait du titulaire, la pénalité forfaitaire est de 500€ par constatation d'infraction.
Non-respect du PAQ ou du plan de contrôle	Forfaitaire	500€	En cas de non-respect du PAQ ou du plan de contrôle, dont la cause est du fait du titulaire, la pénalité forfaitaire est de 500€ par constatation d'infraction.

Obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	Forfaitaire	1 000,00 €	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.7 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.
Retard dans la désignation d'un remplaçant chef de projet par le titulaire	Journalière	2 000,00 €	Par jour de retard jusqu'à l'acceptation d'un remplaçant par l'acheteur.
Absence d'offre pour le Marché subséquent	Forfait	100 000€	En cas d'absence d'offre financière complète pour la réalisation d'un marché subséquent, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 000€
Non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique	Forfait	60 €	En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € TTC par heure non réalisée.
Défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur	Journalière	100 €	En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 13.5 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Le titulaire doit être couvert par une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. A ce titre, il s'engage à garantir le maître d'ouvrage de tout engagement de responsabilité, réclamation et/ou condamnation qui trouverait leur fait générateur dans l'exécution des prestations, que la demande du tiers ait lieu pendant la durée du chantier ou après l'achèvement des prestations.

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Compte tenu de l'évolutivité importante des produits liés à l'objet du présent accord-cadre, ou en cas d'évolutions des standards de la DSIN, de nouveaux produits et services peuvent être ajoutés par voie d'avenant au bordereau de prix (et d'autres supprimés) sous la condition expresse que les nouveaux produits et services correspondent à l'objet de l'accord-cadre.

De même, lorsqu'un produit est devenu indisponible en raison de son obsolescence ou de la cessation de sa commercialisation, le titulaire peut proposer un produit de substitution. Les nouvelles références doivent être conformes à l'objet et aux prescriptions techniques de l'accord-cadre.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le pouvoir adjudicateur, ou toute autre personne en capacité de le faire, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est

adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 3.10 du CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 et 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.1.3, 12.4.2, 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG – Travaux
- L'article 11.4.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux
- L'article 11.6.3 du CCAP déroge à l'article 19.3 du CCAG – Travaux
- L'article 14.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG – Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux